

### Textes officiels

#### Comité technique des vaccinations

Le Comité technique des vaccinations a pour missions : d'assurer la veille scientifique sur les évolutions et les perspectives en matière de vaccins, d'élaborer la stratégie vaccinale en fonction des données épidémiologiques et d'études bénéfice-risque individuel et collectif et d'études médico-économiques relatives aux mesures envisagées et de proposer des adaptations en matière de recommandations et d'obligations vaccinales pour la mise à jour du calendrier vaccinal.

*Arrêté du 18 septembre 2007, JO du 27 septembre 2007.*

#### Comité des maladies liées aux voyages et des maladies d'importation

Le Comité des maladies liées aux voyages et des maladies d'importation a pour missions : d'assurer la veille scientifique en matière de pathologies liées aux voyages, d'élaborer des recommandations pour les voyageurs en fonction des données épidémiologiques et des connaissances actualisées en matière de prévention et d'élaborer des recommandations pour éviter l'importation de maladies infectieuses.

*Arrêté du 18 septembre 2007, JO du 27 septembre 2007.*

### Article

#### Impact des traitements de substitution sur la prévalence du VIH en France et en Espagne

Dans les années 1980-1990, l'une des populations les plus touchées par l'épidémie du Sida, a été celle des usagers de drogues par voie intraveineuse (UDIV), s'injectant des substances dérivées des opiacés. Divers pays européens, dont la France et l'Espagne ont alors décidé de mettre en place des traitements de substitution aux opiacés (TSO) : méthadone en Espagne, méthadone et buprénorphine en France. L'auteur de cet article explique que ces substances médicamenteuses ne reproduisant pas des effets euphorisants et n'ayant pas d'effet de renforcement, peuvent faciliter une désintoxication progressive et une réduction des comportements de recherche face au syndrome de manque. Pour l'auteur, l'introduction des traitements de substitution aux opiacés semblent avoir constitué une mesure efficace de lutte contre l'épidémie du VIH observée en France et en Espagne chez les UDIV en réduisant la pratique de l'injection et les risques sanitaires associés, dont celle de la transmission de maladies infectieuses. On observe toutefois une baisse moins rapide de la prévalence du VIH chez les UDIV en Espagne ; ce qui pourrait laisser supposer une habitude de partage de seringues plus importante dans ce pays qu'en France.

*Alcoologie et addictologie, septembre 2007, tome 29, n° 3.*

### Études

#### Surveillance épidémiologique des causes de décès en France

Le numéro thématique du 18 septembre 2007 du *Bulletin épidémiologique hebdomadaire, BEH*, présente la nouvelle application de certification électronique des causes médicales de décès, qui offre non seulement la possibilité de mesurer à tout moment le niveau de la mortalité, mais également d'en connaître les causes. La mise en application de cette certification électronique constitue une des recommandations d'Eurostat pour l'amélioration de la qualité

et des statistiques de mortalité par cause en Europe. En 2004, 509 408 décès toutes causes sont survenus en France métropolitaine. Le cancer est, pour la première fois, la cause de décès la plus fréquente devant les maladies cardiovasculaires et les accidents. Dans ce contexte général, certaines causes ont une hiérarchie sensiblement différente selon les sexes et l'âge et ont une évolution contrastée, comme les suicides, qui ne régressent pas ou le cancer du poumon et la maladie d'Alzheimer qui progressent.

*Bulletin épidémiologique hebdomadaire, BEH, n° 35-36, 18 septembre 2007, 10 pages.*

### Les violences subies par les personnes âgées de 18 à 75 ans : premiers résultats de l'enquête Événements de vie et santé.

La Drees, en partenariat avec l'Insee, a mené une enquête statistique « Événements de vie et santé », EVS. Menée en 2005-2006 auprès de 10 000 personnes âgées de 18 à 75 ans, cette enquête avait pour objectif de mesurer les phénomènes de violence ressentis ainsi que leurs conséquences, au cours des deux années précédant l'enquête et de permettre d'établir des liens entre violences subies, état de santé, conditions et parcours de vie. Les informations ont été recueillies sur cinq types de violences : atteintes aux biens, violences verbales, violences physiques, violences sexuelles et violences morales et psychologiques. Les violences les plus fréquentes sont verbales (18 %), les violences à caractère sexuel sont les plus rares (0,4 %), les atteintes physiques non sexuelles concernent 3 % des personnes enquêtées et les violences de nature morale et psychologique ont été subies par plus d'une personne sur dix. On trouve par ailleurs une fréquence élevée des atteintes aux biens : 22 % des personnes âgées de 18 à 75 ans ont eu à faire face à une atteinte à leurs biens : vols ou tentatives de vols, cambriolages ou ont subi une dégradation ou la destruction d'un bien leur appartenant.

*Drees, Études et résultats, n° 598, septembre 2007, 8 pages.*

## Actualité en ligne

### 10 septembre : Observatoire économique de l'hospitalisation

Prévu par la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2007, cet observatoire mis en place le 10 septembre 2007 par la ministre chargée de la Santé, réunit l'État, l'assurance-maladie et les fédérations représentatives des établissements publics et privés. Il a pour mission d'assurer le suivi des dépenses de l'assurance maladie pour les frais d'hospitalisation et de remettre un rapport semestriel portant sur les données d'activité de soins au Gouvernement et au Parlement. Son action est complémentaire de celle menée par le Conseil d'hospitalisation. Par ailleurs, portant sur l'année en cours, ses travaux doivent contribuer à l'élaboration de l'Objectif national des dépenses de l'assurance maladie, l'Ondam.

[http://www.premier-ministre.gouv.fr/information/actualites\\_20/un\\_meilleur\\_suivi\\_depenses\\_57225.html](http://www.premier-ministre.gouv.fr/information/actualites_20/un_meilleur_suivi_depenses_57225.html)

### 21 septembre : journée mondiale Alzheimer

Avec le vieillissement de la population, la maladie d'Alzheimer ne cesse de progresser et touche actuellement plus de 850 000 personnes en France. Le 21 septembre dernier, à l'occasion de la 14<sup>e</sup> journée mondiale consacrée à cette pathologie, le Président de la République a prononcé un discours en rappelant le calendrier de l'élaboration du nouveau Plan Alzheimer et les diverses orientations suggérées par la Commission installée le 3 septembre dernier : la première orientation est basée sur une réflexion éthique permanente concernant les répercussions directes sur le sort des malades ; la deuxième orientation porte sur la possibilité de créer une structure nationale de recherche sur cette maladie en fédérant (et non en créant une nouvelle agence) tout ce qui est dispersé aujourd'hui ; le parcours du malade est la troisième orientation définie par la Commission (place centrale du médecin traitant dans le suivi des personnes atteintes, exploration d'une meilleure coordination des acteurs de la prise en charge du malade grâce à l'apport de nouvelles compétences, adaptation des logements aux besoins de la personne malade...). La quatrième orientation porte sur les malades jeunes atteints en plein cœur de la vie active, pour leur faire bénéficier de mesures spécifiques de soins et de prise en charge médico-sociale.

*Discours* : [http://www.elysee.fr/elysee/elysee/fr/francais/interventions/2007/septembre/allocation\\_du\\_president\\_de\\_la\\_republique\\_a\\_l\\_occasion\\_de\\_la\\_journee\\_mondiale\\_alzheimer.79459.html](http://www.elysee.fr/elysee/elysee/fr/francais/interventions/2007/septembre/allocation_du_president_de_la_republique_a_l_occasion_de_la_journee_mondiale_alzheimer.79459.html)

**D**ossier documentaire en ligne, réalisé par le centre de documentation de la Drass Lorraine et le Centre de ressources documentaires multimédias du ministère (CRDM) : cadre juridique de la maladie d'Alzheimer, travaux parlementaires, travaux communautaires, discours, communiqués et dossiers de presse, manifestations, prévention, campagnes et outils, publications et rapports du ministère, chiffres et statistiques, dossiers en ligne, sites Internet, Forum, bibliographies, ouvrages, articles, bases de données, zoom sur les régions...

<http://www.sante.gouv.fr/hm/actu/alzheimerpresse/alzheimer04.htm>

## Rapports en ligne

### La dépendance des personnes âgées-éléments de travail

**L'**inspectrice, Laurence Esclous, décrit dans un premier temps les différents produits d'assurance couvrant la perte d'autonomie des personnes âgées en France (description des produits proposés, taille du marché français pour les produits « dépendance » et comparaisons internationales et limites actuelles de l'assurance privée en France). Dans un deuxième temps, elle aborde les évaluations du coût de la perte d'autonomie des personnes âgées (liées non seulement à des prévisions démographiques mais aussi à d'autres facteurs de coûts...) avant de présenter les différentes aides au logement en établissement (les aides personnelles au logement, l'aide sociale à l'hébergement). Elle examine également les dépenses fiscales en faveur des personnes en situation de perte d'autonomie, la pension d'invalidité du régime général, l'évaluation du surcoût du logement généré par la perte d'autonomie... Un dernier descriptif concernant la péréquation financière entre collectivités locales en Suède complète ce rapport.

*IGAS, Laurence Esclous, rapport n° RM 2007-130P, août 2007, 23 pages.*

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/074000561/0000.pdf>

### Le projet DMP : rapport d'activité du GIP 2006/2007

**L**e rapport rappelle le fonctionnement, l'environnement législatif et juridique et le rôle du dossier médical personnel (DMP), conçu pour améliorer la prise en charge des patients tout au long de leur parcours médical par une meilleure information et une meilleure coordination médicales.

<http://www.d-m-p.org>

### Afsset : rapport d'activité 2006

**L'**Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail a sorti son dernier rapport concernant l'année 2006. Sa mission d'expertise et d'évaluation des risques sanitaires liés à l'environnement s'est élargie depuis 2005 à celle d'évaluation des risques et les mécanismes d'exposition en milieu professionnel. Le rapport d'activité de 2006 illustre sa participation à de nombreux projets : actions dans le cadre du Plan National Santé Environnement, PNSE, (réduction des atteintes en matière de santé liées à la dégradation de l'environnement), missions dans le cadre du Plan santé au travail (PST), contribution à la mise en place de la directive européenne Reach (adoptée en décembre 2006 et entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2007)... Le Contrat d'objectifs et de moyens, élaboré par l'Afsset en 2006 avec ses ministères de tutelle, formalise ces objectifs à l'horizon 2008-2011.

<http://www.afsset.fr>

## Tableau de bord régional

### La santé observée dans les Pays de la Loire

**D**ans le cadre du contrat de projet État-Région 2007-2013, l'Observatoire régional de la santé des Pays de la Loire produit la seconde édition du tableau de bord régional, qui rassemble en 83 fiches thématiques les principales données caractéristiques sur la santé de la population : les données démographiques, l'état de santé des populations et les disparités de santé, les problèmes de santé et pathologies (maladies infectieuses et parasitaires, tumeurs

malignes, maladies endocriniennes, troubles mentaux et du comportement, maladies de l'œil, de l'oreille et de l'audition, maladies de l'appareil circulatoire, de l'appareil digestif et de l'appareil génito-urinaire, grossesse, accouchement, puerpéralité...), les déterminants comportementaux et environnementaux (conduites addictives, contraception et IVG, santé et travail, accidents, suicide, pauvreté, précarité, environnement) et les ressources sanitaires de la région : soins et prévention (professionnels de santé, établissements de santé, recours aux soins urgents et non programmés, consommation de soins, aides et soins aux personnes âgées et aux personnes handicapées, services de prévention...). Chaque fiche permet de faire une comparaison en présentant, pour chaque thème traité, le contexte national et les données spécifiques de la région, illustrés de tableaux et de graphiques. La nouvelle édition s'est enrichie de nouvelles fiches concernant les pathologies (maladies infectieuses, insuffisance rénale chronique...), l'environnement (qualité de l'air et de l'eau, légionelloses...) et le dispositif de soins (laboratoires de biologie médicale). Cette publication comprend par ailleurs des repères bibliographiques et sources pour chaque thématique traitée, un dictionnaire des principales sources de données utilisées et un index alphabétique des thèmes et sigles.

**Observatoire régional de la santé des Pays de la Loire,  
Tableau de bord régional sur la santé, édition 2007, juin 2007, 222 pages.**

## EUROPE

### 12 septembre 2007 : pesticides : réglementation plus sévère

En visant à améliorer la protection de la santé humaine ou animale et celle de l'environnement, la Commission de l'environnement du Parlement Européen a adopté un projet de règlement plus sévère pour la mise sur le marché des pesticides. Ce projet renforce les propositions de règles en révisant les critères et les procédures d'approbation des nouveaux pesticides. À la liste des substances interdites, ont été ajoutées les substances ayant des effets endocriniens, neurotoxiques ou immunotoxiques. La commission a également renforcé les propositions de règles portant sur les tests sur les animaux, qui devraient être utilisés uniquement « en dernier ressort ».

[http://www.europarl.europa.eu/news/expert/infopress\\_page/064-10235-254-09-37-911-20070910IPR10219-11-09-2007-2007-false/default\\_fr.htm](http://www.europarl.europa.eu/news/expert/infopress_page/064-10235-254-09-37-911-20070910IPR10219-11-09-2007-2007-false/default_fr.htm)

### 13 septembre 2007 : réduction de la consommation tabagique

La Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire envisage différentes mesures de restrictions concernant la consommation de tabac : interdiction de fumer dans tous les lieux de travail fermés, y compris dans les restaurants, dans les établissements publics fermés et dans les transports ; utilisation d'étiquettes par avertissement visuel sur tous les produits de tabac...

Elle envisage également d'autres mesures pour protéger les jeunes, telle que l'interdiction de vente de produits du tabac aux jeunes de moins de 18 ans et invite les États membres à s'engager à « réduire la consommation de tabac chez les jeunes de 50 % d'ici à 2025 »...

[http://www.europarl.europa.eu/news/expert/infopress\\_page/064-10236-254-09-37-911-20070910IPR10220-11-09-2007-2007-false/default\\_fr.htm](http://www.europarl.europa.eu/news/expert/infopress_page/064-10236-254-09-37-911-20070910IPR10220-11-09-2007-2007-false/default_fr.htm)

Revue de presse réalisée par Antoinette Desportes-Davonneau et mise en pages par Philippe Ferrero.



téléphone  
télécopie  
internet

Haut Conseil de la santé publique  
14 avenue Duquesne 75350 Paris 07 SP  
01 40 56 79 80  
01 40 56 79 49  
[www.hcsp.fr](http://www.hcsp.fr)